

SOMMAIRE

PRÉVENTION : LE CONSEIL NATIONAL DU SIDA INAUDIBLE Par DIDIER LESTRADE

p. 138

BRÈVES MÉDICALES Par HABIBOU BANGRÉ, LAURENT CHAMBON, DIDIER LESTRADE et CHRISTOPHE MARTET

p. 140

INTERVIEW : FRED CRONARD Par PHILIPPE BONISSONE

p. 144

Prévention: le Conseil national du sida inaudible

QUELQUES JOURS AVANT LE 1^{ER} DÉCEMBRE, LE CONSEIL NATIONAL DU SIDA RENDAIT PUBLIC UN RAPPORT SUR LA PRÉVENTION DU VIH EN FRANCE. CE DOCUMENT DE 70 PAGES RASSEMBLE LES ANALYSES DE NOMBREUX EXPERTS, INQUIETS DE LA REPRISE DES CONTAMINATIONS. MAIS IL N'A PAS EU D'ÉCHO. RETOUR SUR UN FLOP PRESQUE PRÉVISIBLE.

Lentement, depuis la fin des années 90, la situation s'est détériorée sur le front de la contamination par le VIH. Réapparition d'infections sexuellement transmissibles oubliées, coinfection avec les hépatites, déprime du milieu médical devant la reprise des contaminations, désorientation et désaffection dans le milieu associatif, conséquences auprès des populations migrantes et marginalisées, disputes autour des procès pénalisant la contamination volontaire, influence des nouveaux modes de rencontre (comme Internet), relapse et bareback... les sujets épineux se sont ajoutés les uns aux autres pour arriver à la crise actuelle. Créé en 1989 par Claude Évin, alors ministre de la Santé, le Conseil national du sida (CNS) est formé d'experts représentant la communauté sida, la société civile et religieuse, la plupart étant

COMME LE CNS VEUT MÉNAGER LES UNS ET LES AUTRES, PEU D'IDÉES FORTES SE DÉGAGENT DE CE RAPPORT SUR LA PRÉVENTION.

nommés par les institutions. On pouvait sincèrement attendre de cette autorité un avis qui démêle une situation complexe et conflictuelle. Malheureusement, comme le CNS veut ménager les uns et les autres, peu d'idées fortes se dégagent de son dernier rapport sur la prévention. Les auditions – une quarantaine au total – se sont déroulées sur un an. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'on a pris le temps. L'urgence n'est pas vraiment à la base du fonctionnement du Conseil. À l'approche du 1^{er} décembre, la crispation commençait à se faire sentir. Le CNS allait-il intervenir? Son rapport servirait-il à relancer la réflexion sur les axes de prévention? Son autorité parviendrait-elle à créer l'évènement?

UN ÉCHEC MÉDIATIQUE

Rien de tout cela. Un article court dans *Le Monde*, une dizaine de lignes dans *Libération*, deux articles un peu plus longs dans la presse médicale (*Impact Médecin*, *Le Quotidien du médecin*), une bonne interview dans *Le Figaro*. Mais rien à la télé. Le rapport a suscité quelques questions polies à l'Assemblée nationale le 30 novembre. Et, sûr de son coup, le CNS n'a pas pris la peine d'organiser une conférence de presse. Les journalistes que nous connaissons n'ont pas été relancés. Le Conseil n'a donc pas préparé de communication spécifique, alors que ce rapport sur la prévention était le premier du CNS depuis sa création, il y a seize ans. Les associations, même celles qui ont été auditionnées, n'ont pas fait monter la sauce, ni

même relayé le message. Sur le site d'Act Up-Paris, rien. Chez Aides, un communiqué de presse qui a disparu au bout de trois jours. Les associations se sont battues pour être entendues, elles n'en parlent pas. En termes d'impact, ce rapport est donc un échec. Le CNS n'est pas arrivé à s'insérer dans la dynamique médiatique qui a entouré la Journée mondiale de lutte contre le sida. Et, visiblement, le rapport de 70 pages est tombé des mains des journalistes. Trop dense, voulant peut-être trop bien faire dans une analyse exhaustive de tous les aspects du problème, il a finalement noyé le poisson. Une seule idée a percé dans cette énorme absence d'écho: le rapport était «sévère» avec l'État, notait le «manque de cohérence des pouvoirs publics» et l'absence de «parole publique forte». Et, en effet, le communiqué de presse du CNS ne parle que des faiblesses de l'État qui, pourtant, en ce moment, a d'autres questions graves de santé publique à affronter. Autre motif d'étonnement, dans la liste des minorités qu'il faut protéger, les gays arrivent en dernier: femmes, adolescents, prostituées, migrants, toxicomanes, prisonniers passent avant. La sexualité est mentionnée d'une manière superficielle – un comble quand on parle de prévention du VIH! C'est la position politiquement correcte qui prévaut, reflet du bla-bla consensuel associatif. Les gays se déchirent sur la prévention, mais rien dans le communiqué de presse du CNS ne reflète l'énorme cacophonie homosexuelle qui paralyse l'ensemble des initiatives, même gouvernementales.

UNE NÉCESSAIRE SYNERGIE ENTRE MINISTÈRES

Sur les 37 recommandations émises par le CNS, les plus intéressantes tournent autour d'une demande de synergie entre les différents ministères (Santé, Éducation, Jeunesse, Sports et Vie associative) et aussi les régions. Si ce rapport parvient à faciliter les demandes pressantes de programmes d'éducation à la sexualité et à la vie affective auprès de l'Éducation nationale, ce sera un succès. Si le rapport permet de relancer la production de campagnes de prévention ciblées, ce sera aussi une réussite. Si la situation en milieu carcéral pouvait s'améliorer, ce serait une révolution. Mesure très concrète, Jacques Chirac a demandé, à la veille du 1^{er} décembre, alors qu'il recevait des associations, que des capotes à 0,20 euro soient proposées dans tous les lycées de France. Mais il ne faudra pas attendre que le gouvernement s'engage, comme le souhaite le CNS, pour «imposer aux établissements commerciaux de sexe la



mise à disposition gratuite du matériel de prévention». Il serait aussi étonnant que l'État mette sur pied «une conférence de consensus ou une audition publique sur les risques associés aux pratiques sexuelles et des assises annuelles de la prévention pour partager les expériences». Si les associations ne sont pas capables de le faire, il serait étonnant que les politiques s'engagent sur un sujet aussi explosif. Il est à noter que toutes les recommandations sont adressées à l'État, à l'exception de quatre (les dernières) destinées milieu associatif. La mission du CNS ne se limite pas à conseiller les politiques. Le seul moment où le rapport se montre critique face à l'action des associations, c'est quand il les incite à surmonter leurs affrontements, notamment sur le bareback. «Les controverses sur les actions de prévention rendent difficiles les échanges interassociatifs dans ce domaine. Ces blocages sont préjudiciables à la prévention car ils empêchent toute innovation et toute évolution des pratiques.» Le rapport remarque une tendance au laisser-aller de certains groupes: «La difficulté du port du préservatif en toute circonstance ne doit pas conduire à développer des discours justifiant son abandon.» Il rappelle les obligations des associations gay, qui «doivent porter le message de la prévention», et insiste sur le fait que le Sneg doit délivrer une parole publique «dépourvue d'ambiguïté sur la prévention».

CRITIQUER L'ÉTAT, ET APRÈS ?

Dans la liste des échecs, le CNS souligne que les objectifs du plan national de lutte contre le VIH-sida 2001-2004 visant «à enrayer la reprise épidémique chez les homosexuels masculins et à réduire les écarts existant entre la population française et les personnes étrangères vivant en France» n'ont pas été atteints. Pire, la période en question est précisément celle qui a vu les contaminations monter en flèche. Critiquer l'État, en fait, satisfait tout le monde, ou presque. Les associations sont rassurées de voir le gouvernement face au mur. Christian Saout, dans *Libération*, se tourne même vers les médias: «Qu'a fait la société civile, en cette année de grande cause nationale? Qu'est-ce qu'ont fait les chercheurs, les médias?» Les associations sont par ailleurs confortées dans leur exigence de création d'une mission interministérielle de lutte contre le sida. Après l'échec de la grande cause nationale lancée par Raffarin, on peut imaginer le succès d'une telle structure, à un an de l'élection présidentielle. Bien sûr, l'Élysée fait semblant d'entendre. Le porte-parole du gouvernement, Jean-François Copé, se dit «préoccupé» par la situation du sida en France. «Deux choses me préoccupent particulièrement, précise-t-il. Il faut porter l'effort sur un travail de prévention ciblée en direction des jeunes, ainsi que des personnes

les plus exposées, notamment les femmes d'origine africaine.» Les gays ne sont toujours pas directement concernés. Ce rapport est la preuve définitive que le non-jugement vis-à-vis des homosexuels a une base rhétorique évidente: il libère les associations d'un jugement sur elles-mêmes.

UN RAPPORT MAL FICELÉ

Il y a plus d'un an, la reprise des contaminations chez les gays était le point de départ de ce rapport. Les actions en direction des homosexuels devaient forcément donner une nouvelle impulsion à la politique de prévention primaire. Les mois ont passé et, comme c'est souvent le cas dans l'élaboration de ces rapports, le discours a été dilué. Pour ménager les susceptibilités, pour protéger les associations de leur rôle politique, pour ne pas stigmatiser les homos. Dans son rapport, le CNS a été incapable de mettre

**LE TEMPS PERDU À ESPÉRER
UNE PAROLE FORTE DU
CONSEIL NE PROVOQUE QUE
FRUSTRATION ET IMPUISSANCE.**

une ou deux propositions en relief. Écrire un rapport, cela peut permettre de dresser un état des lieux. Mais la responsabilité des dirigeants du CNS est d'en dégager des idées qui puissent motiver les décideurs. Si un rapport est rédigé et qu'il dort dans les placards, alors c'est un coup pour rien. Pire, c'est une déception qui accentue l'échec de la prévention car le temps perdu à espérer une parole forte de la part du CNS ne provoque que frustration et impuissance. Cette instance, dont la mission depuis 1989 est de «donner son avis sur l'ensemble des problèmes posés à la société par le sida», n'aura même pas touché la société par le biais de ce rapport. L'échec en incombe donc à sa présidence. Parmi la *task force* qui entoure le Pr Willy Rozenbaum, il y a des experts qui ne connaissent pas grand-chose au sida. Certes, ils apportent un avis extérieur, ce qui est toujours intéressant, mais leur méconnaissance des enjeux de la communauté sida est préjudiciable. Au lieu d'insister sur les causes connues des nouvelles contaminations, on ne sent dans ce rapport que le poids associatif. Chacun défend sa chapelle, son budget, ses prérogatives. C'est un triste spectacle et rien ne sert d'insister, ici, sur le fait que Christian Saout, le président d'Aides, est le seul leader associatif qui fait partie du CNS. Ce rapport est finalement désolant car il n'a servi qu'à renvoyer la balle sur les uns et les autres. Cela ne présage rien de bon pour le prochain rapport, en cours d'écriture, qui se penche sur la question de la pénalisation de la transmission du VIH. DIDIER LESTRADE ILLUSTRATION KOA

Le rapport est consultable sur le site du CNS: www.cns.sante.fr